

Réforme des retraites

Contre le projet de démolition Macron-Delevoye, imposer une nouvelle innovation sociale et démocratique

Frédéric Boccara

Le système prétendument juste et simple présenté par Jean-Paul Delevoye est une entreprise de démolition au service du grand capital financier et de ses intérêts dont E. Macron est un représentant patenté.

Ce projet de réforme des retraites appauvrira les retraités dans leur immense majorité, même s'il contient quelques « filets de rappels » pour les plus pauvres. **Il ne permettra pas plus de clarté, ni plus de justice**, ni l'équilibre financier du système sur longue période, et encore moins d'équité, sauf à interpréter la généralisation d'une pension médiocre comme un progrès vers l'équité. **Il ne répond pas aux défis** humains et économiques de notre temps : allongement de la durée de vie, nouvelle maîtrise des temps de vie pour des mobilités de progrès (éducation, emploi, formation, vie sociale, vie familiale, retraite), développement de la base emploi-formation et salaires de la protection sociale pour une nouvelle efficacité, combat contre la précarité généralisée et une croissance prédatrice au service de la finance, entrée dans une autre relation avec les entreprises, dégage-ment de financements nouveaux et accrus.

Nous nous y opposons et proposons une autre réforme de progrès social, avec un volet financier, un volet démocratique, une unification de progrès des régimes, une simplification et le respect des principes de solidarité intergénérationnelle et interprofessionnelle, des prestations connues, une réelle transparence. Un système responsabilisant et appuyant les entreprises pour une tout autre croissance et activité, car les pensions sont financées par un prélèvement sur les richesses créées.

Un système où la formation fait partie intégrante de l'acquisition de droits. Un système qui incite à développer l'emploi de qualité.

Nous nous emploierons à faire connaître ces propositions, mener le débat avec les forces sociales, les travailleurs et tous les citoyens, les forces de gauche : Conservation ? Conciliation-Aménagements ? ou Réforme profonde ? Il s'agit d'éclairer sur les enjeux et de chercher à converger sur une réforme cohérente, à la hauteur des défis actuels. La question du financement est nodale.

Les communistes s'emploieront dans le même temps à construire un front unifié contre ces projets du gouvernement. Nous participerons à toute initiative permettant d'avancer en ce sens.

Qu'est-ce que recouvre ce projet de réforme ?

La clé de voûte du système Macron-Delevoye ? Tout ramener à un seul paramètre : la valeur du point, qui sera imprévisible car elle variera et sera déterminée chaque année par un aréopage technocratique, de façon à imposer que les dépenses pour les retraites par répartition se limitent à 14 % du PIB, voire moins. Il s'agit de rassurer le grand capital, les « investisseurs financiers internationaux » et de les nourrir. Ainsi, en revanche, le niveau de pension restera indéfini, avant de liquider ses droits, de même que l'âge de cessation effective du travail.

Nous dénonçons une réforme au service de la rapacité du grand

capital (actionnaires, fonds d'investissement, fonds de pension, grandes banques,...). Se sentant menacé par la crise qui vient, il veut protéger à tout prix ses profits égoïstes, quitte à faire plonger tout le monde et la planète avec, en limitant les richesses dévolues à une retraite non marchande.

La réalité c'est que l'immense majorité des travailleurs, salariés ou indépendants, du public ou du privé, travaillera plus longtemps et touchera des pensions réduites. L'hypocrisie du projet d'E. Macron consiste à faire croire que l'âge légal de départ à la retraite n'est pas remis en cause, alors qu'il crée les conditions d'être obligé de continuer à travailler, voire à cumuler pension et travail. Ces gens-là jouent sur les mots et jouent avec la vie des gens : que vaut un âge-pivot si on est obligé de continuer à travailler jusqu'à 70 ans ? C'est un *hold-up* sur les meilleures années de vie à la retraite, doublé d'un *hold-up* sur les richesses créées par les travailleurs. **Dans tous les pays** où ces systèmes par points ont été instaurés, cela s'est soldé par des régressions sociales de grande ampleur voire des défaillances du système lui-même (en Suède : âge moyen de départ à 66 ans, niveau de vie des plus 65 ans inférieur de 15 % à celui de l'ensemble de la population alors qu'il est le même en France, pensions équivalentes à seulement 53 % du salaire de fin de carrière, système « débranché » pendant un an).

Outre cela, la pension sera calculée sur les salaires tout au long de la durée d'activité ce qui débouchera

nécessairement sur leur diminution. C'est « ceinture et bretelle » pour le capital et ses profits!

La réalité, c'est une complexité encore plus grande avec un système par points bourré d'exceptions, avec des points supplémentaires, parfois des points « bonifiés », d'autres fois des points en moins, voire des malus, etc.

Les préconisations de Jean-Paul Delevoye inventent une répartition sans solidarité avec un système qui, tout au long de la retraite, reproduit et amplifie toutes les inégalités de carrière et n'offre aucune visibilité sur le niveau des futurs droits par rapport au salaire. La pension pourra diminuer d'une année sur l'autre en fonction des évolutions économiques et démographiques.

Le PCF dénonce ce projet et veut éclairer sur sa logique

Il avance des propositions cohérentes pour une réforme alternative, dont notre système a tant besoin, permettant de dégager d'ici 5 ans entre 70 et 90 milliards d'euros supplémentaires, d'assurer la possibilité de partir effectivement à partir de 60 ans, avec une pension digne, tout en ayant la liberté de continuer de partir plus tard si on le souhaite, d'assurer un réel droit à la formation tout au long de la vie pour chacune et chacun, de même qu'à un emploi digne, épanouissant et sécurisé. Un système plus unifié.

La logique de la bataille sur les retraites? C'est un combat majeur de toute la société face au capital financier d'une part sur la répartition des richesses, d'autre part sur l'utilisation des richesses par les entreprises: les entreprises doivent-elles utiliser les richesses pour nourrir le capital et les profits égoïstes ou pour développer avec l'ensemble des richesses une production visant à libérer du temps de vie épanouir et en bonne santé, au-delà du travail? Pour cela, les défis majeurs du chômage (y compris le sous-emploi), de l'écrasement des capacités humaines, de la financiarisation et de l'irresponsabilité des grandes entreprises et groupes multinationaux doivent être relevés. Ce sont ceux d'une toute autre production, d'un tout autre développement visant un but social et écologique en même temps qu'une produc-

tion de richesses en s'appuyant sur les capacités humaines. Nous sommes face à un véritable enjeu de société et de civilisation.

Nos propositions visent à entrer dans une dynamique de progrès pour emmener toutes les entreprises vers une autre logique. D'abord **le financement**: il faut augmenter la masse de cotisations, de façon juste et efficace. Pour cela, il faut un nouveau financement. Premièrement, il faut mettre à contribution les revenus financiers des entreprises et des banques. Taxés à 10 % cela apporterait plus de 30 Mds € au nouveau système. Deuxièmement, pour pousser l'assiette salaires et la base emploi de financement du système de retraites, il faut pénaliser les entreprises qui diminuent l'emploi et la masse salariale, en leur imposant un taux de cotisations plus élevé. Cela favorisera les entreprises s'engageant dans une autre logique, car elles supporteraient un taux normal sur une assiette élargie. Il faut en outre une réorientation du crédit bancaire aux entreprises et de la politique monétaire.

Oui, il faut une innovation! Pourtant, pour certains, le financement ne serait pas un enjeu, n'exigerait pas d'innover. D'un côté, J.-P. Delevoye prétend que le financement est assuré par l'actuelle croissance faible et empoisonnée? C'est une supercherie! C'est ignorer l'appauvrissement en marche de tous les retraités et l'ampleur du chômage comme de la précarité dont le système est malade. Mais, de l'autre, il serait illusoire de s'en remettre à une simple hausse du taux des cotisations (salariales?). C'est faire fi sur l'ampleur du besoin quantitatif et du changement qualitatif nécessaire, comme des obstacles dressés par les multinationales. Le financement est une pierre de touche du débat d'alternative pour imposer comme logique du système le développement de la base emploi, salaires et capacités humaines, et donc pour développer le temps émancipé. Il ne s'agit pas seulement de répartir un gâteau donné, mais de produire un gâteau élargi et plus sain, avec une autre recette.

Ainsi, à l'opposé du *statu quo*, les communistes proposent une réforme de progrès social, pour un nouvel âge du système de retraites. Ce qui a été possible à la Libéra-

tion, sous l'impulsion d'Ambroise Croizat, demande aujourd'hui une nouvelle innovation sociale et démocratique.

La démocratie est d'ailleurs la grande absente de la concertation qu'a menée le gouvernement. Cela risque bien d'être la grande absente des décisions à prendre, renvoyées selon toute probabilité à des « ordonnances ». Et c'est l'absente quasi certaine du nouveau système où un conseil technocratique décidera du principal (le point, sa valeur) poursuivant la ligne constante depuis 1967 (interrompue transitoirement en 1982) de dessaisir les intéressés de la gestion du système.

Enfin, à l'opposé des projets ultramarchandises, individualistes et inégalitaires, qui vont pousser les salariés à se faire encore plus concurrence, il s'agit d'ouvrir le chantier du développement d'un véritable **service public** du troisième et du quatrième âge.

En guise de conclusion pour l'action

Les mois à venir permettront d'engager une bataille politique et idéologique sur les richesses créées et leur répartition. Notre système actuel de retraites est déstabilisé, rendu plus inégalitaire, cloisonné, non démocratique et de moins en moins lisible par les attaques successives depuis le début des années 1990.

Nous voulons engager un grand débat national sur le système de retraites avec nos propositions pour une tout autre réforme. Et dès à présent, nous sommes disponibles pour toute action de riposte et constituer un front uni d'action contre la régression Macron-Delevoye et pour faire gagner une alternative progressiste.

Les organisations progressistes doivent débattre pour chercher à converger sur une réforme cohérente, au niveau des défis actuels. C'est l'appel que nous lançons. En animant dès à présent, partout dans le pays, une grande campagne nationale sur la question des retraites. C'est l'objectif que le PCF s'est fixé avec des initiatives dès son université d'été de la fin août et lors de la prochaine fête de l'Humanité. Les animateurs de la commission économique et de la revue *Économie et Politique* s'y emploient et s'y emploieront pleinement. ■■■